

Une zone industrielle de pointe, au service de l'industrialisation togolaise



PIA
PLATEFORME INDUSTRIELLE D'ASSEMBLAGE
— TOGO —
www.pia-togo.com



Site web: www.ecoetfinances.com

Prix: 300Fcf

Journal des entrepreneurs

ECO & FINANCES

Quotidien Economique du Togo- REC N°0602/11/12/19/HAAC/0643/01/08/2022/HAAC



Coopération

Page 3

Fructueux échanges entre Faure Gnassingbé et les responsables des institutions de Bretton Woods

Le chef de l'Etat Faure Essozimna Gnassingbé a respectivement

échangé ... **Page 3**

Respect des normes environnementales

Kodjo ADEDZE et Foli Bazi Katari en visite de terrain à SCANTOGO

Le ministre du commerce, de l'industrie et de la consommation locale ... **Page 4**

Education

Togocom Offre 13 000 Articles Scolaires Aux Élèves

En vue d'apporter un soutien aux acteurs du développement éducatif au Togo ...

Page 4

Elite BRVM Lounge.

14 PME ONT REÇU LEUR CERTIFICATION



Lutte contre la corruption

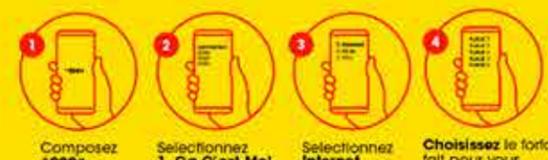
Le document sur la stratégie nationale de prévention validé

Page 2



Le Forfait Internet conçu pour toi!

Plus de mégas pour rester connecté tout le temps.



togocom.tg
Avancer. Pour vous. Pour tous.



Lutte contre la corruption

Le document sur la stratégie nationale de prévention validé

Le Togo a validé le 13 octobre 2022, sa stratégie nationale de prévention et de lutte contre la corruption. Ce document de 81 pages qui est l'aboutissement d'un travail de 18 mois (mai 2021 à octobre 2022), est à mettre à l'actif de la Haute autorité de prévention et de lutte contre la corruption (HAPLUCIA).

• Eyram AKAKPO



La validation de ce document permettra au Togo d'améliorer ses indicateurs et par ricochet de dégager davantage de ressources pour accélérer sa bonne dynamique de développement inclusif. Le processus a commencé par une étude diligente qui a permis d'avoir la perception et le coût de la corruption au Togo, avec un rapport validé. La méthodologie adoptée a été une approche inclusive et participative avec plusieurs acteurs, notamment les organes de contrôle étatique, du secteur privé, des organisations de la société civile et des centrales syndicales, des experts en planification stratégique et des personnes ressources. Des comités de planification et de pilotage ont été constitués pour l'élaboration de la stratégie nationale. Le document de la stratégie nationale de prévention et de lutte contre la corruption et

les infractions assimilées pour la période 2023-2027 s'articule autour de trois axes stratégiques, à savoir : le renforcement du cadre juridique et institutionnel de prévention et de lutte contre la corruption et les infractions assimilées ; le renforcement de la participation citoyenne à la prévention et à la lutte contre la corruption et les infractions assimilées ; et le développement de la culture de prévention contre la corruption et les infractions assimilées dans les services publics. « Au moment où dans l'opinion nationale, des voix s'élèvent de plus en plus pour demander une justice anti-corruptive musclée, il est évident que nous ne pouvons pas ne pas entendre ces voix mais en même temps peut-on réprimer sans avoir informé ? Nul n'est censé ignorer la loi mais encore faut-il que cette loi soit connue. Je voudrais donc sa-

luer la HAPLUCIA pour la série d'information, de formation qu'elle a conduit et qu'elle continue de conduire de façon constante, afin que le cadre normatif, institutionnel et les peines qui sont prévues pour réprimer la corruption et les infractions assimilées soient connues de sorte à créer psychologiquement les éléments nécessaires à la prévention et ensuite à justifier une répression juste », a indiqué Christian Trimua. Selon le ministre, pour une lutte efficace contre la corruption, il est important de proposer un cadre stratégique dans lequel les critères de l'ordre, de coordination et de normes prennent place. Il a cet effet salué le travail important fait par les consultants et l'ensemble des acteurs concernés pour doter le pays de ce document qui permet aujourd'hui d'avoir un cadre ordonné, coordonné et normé.

Il a par ailleurs invité l'ensemble des acteurs à s'approprier ce document, à le décliner chacun en ce qui le concerne dans ses activités de sorte à avoir des résultats effectifs de la lutte contre la corruption. Le Président de la HAPLUCIA, Wiyao Essohana qui a témoigné sa gratitude au gouvernement et aux partenaires techniques et financiers s'est réjoui du bon aboutissement de ce processus ayant conduit à la validation de cette stratégie. Il a lancé un appel à tous les acteurs et surtout à toute la population à contribuer efficacement à sa mise en œuvre pour éradiquer ce qu'il a appelé « le cancer de l'économie ». Le principal partenaire financier pour l'élaboration de ce document est le Programme des Nations Unies pour le développement PNUD. Son représentant-résident au Togo, Aliou Mahamdou DIA, a saisi cette occasion pour féliciter le gouvernement, toutes les institutions en général et la HAPLUCIA en particulier, pour le rôle déterminant qu'ils ont joué dans le processus d'élaboration de cette stratégie. Aliou Dia a, à cet effet, réaffirmé la détermination de son institution à soutenir les efforts louables du Togo et convié tous les acteurs à s'approprier le slogan de la HAPLUCIA « Ensemble, disons Non à la corruption ». Il faut souligner que le document de la

ECO & FINANCES
Journal d'informations, d'investigations économiques, financièrewvs et boursières
 Email : ecofinances.infos@gmail.com
 Site web: www.ecoetfinances.com
 REC N° 0643/01/08/2022/HAAC
 Édité par L'agence de Presse ECO & FINANCES
 N. RCCM: TG-LFW-01-2022-B13-02054
 Adresse : rue de l'énergie Agbalepedogan derriere l'ecole cour lumière - Tél: 00228 97 25 84 84 Lomé, Togo

Directeur de publication
 Komlan KPATIDE
 00228 90 05 05 08

Rédacteur en chef
 Bernard D. AFAWOUBO
 00228 90 90 49 83

Chef d'édition
 Eyram AKAKPO
 00228 93 64 07 85

Rédacteurs
 Keziah KPATIDE
 SALLAH Patience
 Yves ATCHANOUVI
 Kodji GATOR JOE

Direction commerciale
 00228 97 25 84 84

Graphiste
 FOLIKOUE ATA K. Achille

Imprimerie
 TOGO V.SPRINTS
 Tirage: 3000

stratégie nationale de prévention et de lutte contre la corruption a été élaboré par trois consultants, deux nationaux et un étranger. La mise en œuvre de cette stratégie quinquennale va coûter une bagatelle de 5 milliards 941 millions de FCFA.



Elite BRVM Lounge.

14 PME ont reçu leur certification

La capitale ivoirienne Abidjan a accueilli le 13 octobre 2022, une cérémonie de remise des certifications Elite aux Petites et moyennes entreprises (PME) du programme Elite BRVM Lounge.

● Eyrām AKAKPO

Organisée par la Bourse régionale des valeurs mobilières (BRVM) de l'UEMOA en collaboration avec la Bourse de Casablanca, cette cérémonie de certification Elite aux PME, vise à accompagner les Petites et moyennes entreprises dans l'amélioration de leur gouvernance, de leur gestion et de leur performance. Au total vingt-trois PME issues des différents pays de l'Union économique et monétaire ouest africain (UEMOA) ont été certifiées Elites. « La cérémonie de ce jour est donc la première du genre et verra la certification de 14 PME issue du programme. Les 9 autres PME seront certifiées au cours des prochains mois », a laissé entendre Edoh Kossi Amenounvé, Directeur général de la BRVM. Parmi les quatorze ayant reçu le précieux sésame, on retrouve entre autres Agetip-Benin, ATC-IB, Benin-Petro et Imprimerie Tunde (Bénin) ; BBS First Security, Dafa-



ni-SA et Générale des assurances (Burkina Faso) ; GAS AND OIL, PETRO IVOIRE et SIAG (Côte d'Ivoire) ; Azalai hotels (Mali) ; Itech solutions, Mineex et neutotech SA (Sénégal). Les neuf autres PME certifiées sont Isocel (Bénin) ; ASI-BF SA (Burkina Faso) ; Cofina, Hyperaccess System et PKL (Côte d'Ivoire) ; la Laiterie du Berger,

Numherit et technologies services (sénégal) ; Sodigaz (togo). Ces entreprises « sont désormais mieux préparées et structurées pour prétendre à des financements à long terme tant sur le troisième compartiment que sur le marché obligataire de la BRVM », a ajouté Edoh Kossi Amenounvé. Ce programme a d'ailleurs déjà permis aux

PME de l'UEMOA de lever près de 22 milliards de FCFA à travers divers mécanismes pour financer leur développement. La cérémonie a également été marquée par la certification de cinq PME du Programme Elite Maroc, à savoir Ama detergent, Forges de bazas, Igaser, Mobiblanc et Soremar ; marquant ainsi l'excellente coopération

entre la BRVM et la Bourse de Casablanca. Présidant la cérémonie, Souleymane Diarrassouba, le ministre du Commerce, de l'industrie et de la promotion des PME de Côte d'Ivoire a salué la qualité de la coopération existante entre les deux Bourses et a chaleureusement félicité les PME certifiées. Il a rappelé que le financement à long terme est au cœur de l'action du gouvernement ivoirien qui cherche à promouvoir de véritables champions nationaux. Il a enfin réitéré l'engagement de son gouvernement à soutenir toutes les actions et initiatives visant un meilleur financement des PME. La cérémonie de certification des PME du Programme Elite BRVM Lounge s'est déroulée en présence de la Représentante du Président de l'AMF-UMOA, des Directeurs Généraux de la Bourse de Casablanca, de la BRVM, du DC/BR, des Sociétés de Gestion

et d'Intermédiation et Sociétés de Gestion des OPCVM, de plusieurs responsables d'institutions financières régionales et internationales ainsi que du système financier de l'UEMOA. Le Programme Elite BRVM Lounge, faut-il le rappeler, prépare les PME à accéder au financement à long terme notamment par une cotation au Troisième Compartiment de la BRVM dédiée aux PME et aux entreprises à fort potentiel de croissance, pour le développement de leurs activités. Il faut souligner que ce programme a déjà permis aux PME de l'UEMOA de lever près de 22 milliards de FCFA à travers différents mécanismes (emprunts obligataires par placement privé, Private equity etc.) pour financer leurs investissements. Plusieurs d'entre elles ont également procédé à des transformations structurelles tant sur le plan de la gouvernance que de la gestion.

Coopération

Fructueux échanges entre Faure Gnassingbé et les responsables des institutions de Bretton Woods

Le chef de l'Etat Faure Essozimna Gnassingbé a respectivement échangé le 12 octobre 2022 à Washington aux Etats Unis d'Amérique, avec le président du Groupe de la Banque mondiale David Malpass et le directeur général de la SFI Makhtar Diop

● Marie Goretti DOS REIS

Le partenariat entre le Togo et le groupe de la Banque mondiale a connu ces dernières années un dynamisme avec l'accompagnement et le financement des projets prioritaires et le renforcement des réformes structurelles pour un développement socioéconomique. Faure Gnassingbé s'est félicité au cours de son entretien avec David Malpass, de l'accompagnement des institutions de Bret-

ton Woods dans la mise en œuvre des réformes et les réalisations des projets dans différents secteurs de développement économique et social en lien avec la Feuille de route gouvernementale Togo 2025. Confiance et optimisme étaient également de mise au cours de l'entretien ce même jour au siège de la Société financière internationale (SFI) où le Directeur général, Makhtar Diop est très heureux de s'en-

tenir avec le Président de la République autour des questions d'énergie, du numérique, d'infrastructures sociales notamment la construction de logements à coût abordable et des chaînes de valeur agricoles. Les responsables du Groupe de la Banque mondiale ont salué les progrès réalisés par le Togo sous le leadership du chef de l'Etat dans la mise en œuvre des réformes particulièrement, l'amélioration du climat des

affaires dont le Togo s'est montré performant dans les différents rapports de l'institution comme meilleur réformateur en Afrique dans les classements Doing Business successifs. Au total 11 projets nationaux et 08 programmes régionaux bénéficient du soutien du Groupe de la Banque mondiale dans les secteurs tels que l'éducation, la santé, la protection sociale, l'environnement, l'agriculture, l'énergie,

la digitalisation, les infrastructures et le transport. L'institution de Bretton Woods entend accélérer la concrétisation des projets en cours et les nouvelles opérations axées sur le renforcement du capital humain dans les domaines de l'éducation, de la transformation économique et la création d'emplois, la santé, la protection sociale. Grâce aux réformes et investissements consentis par le gouvernement, notre pays a réalisé d'im-

portants progrès économique et social. Ces efforts ont d'ailleurs été reconnus et salués par les institutions d'évaluation des performances publiques notamment le rapport de l'évaluation pays des politiques et institutions (CPIA). De 2018 à 2022, le portefeuille de la Banque mondiale au Togo a connu un accroissement significatif. Il est passé de 236,8 millions de dollars à 917,5 millions de dollars.

Respect des normes environnementales

Kodjo ADEDZE et Foli Bazi Katari en visite de terrain à SCANTOGO

Le ministre du commerce, de l'industrie et de la consommation locale, Kodjo ADEDZE et son collègue de l'environnement et des ressources forestières, Foli Bazi Katari ont effectué le mercredi 12 octobre 2022, une visite de terrain à SCANTOGO une société implantée à Sika Kondji une localité située dans la commune de Yoto 3 à environ 82 kilomètre de Lomé pour s'assurer du respect des conditions de sécurité des travailleurs, des normes environnementales et toucher du doigt les projets réalisés pour l'intérêt des populations.

● Bernard AFAWOUBO

Spécialisée dans la production du clinker de bonne qualité à la capacité maximale du four avec un rendement thermique et électrique optimaux, SCANTOGO, filiale de HeidelbergCement group œuvre depuis son implantation au Togo pour le respect des normes environnementales et réalise plusieurs projets pour le bien des populations riveraines. Pour constater de visu ce qui se fait dans cette entreprise, le ministre du commerce, de l'industrie et de la consommation locale, Kodjo ADEDZE et son collègue de l'environnement et des ressources forestières, Foli Bazi Katari ont effectué le déplacement sur les lieux. La visite a démarré au centre hospitalier préfectoral de Tabligbo passant par la pépinière de SCANTOGO, à la zone réhabilitée et reboisée de la carrière, au champ du projet photovoltaïque et les installations de la chaîne de production de SCANTOGO.

D'un coût global de 1 084 451 987 FCFA, les travaux de réhabilitation et d'équipement du service d'admission des malades du centre hospitalier de Tabligbo lancés en mars dernier par SCANTOGO et WACEM et rejoint plus tard par la coopération Allemande (GIZ) a attiré l'attention des autorités qui ont effectué le déplacement. Il en ressort qu'au sein de ce centre le service d'admission des malades a été réhabilité

et équipé, la construction et l'équipement du nouveau laboratoire et de la radiologie. A en croire le ministre en charge du commerce, de l'industrie et de la consommation locale, Kodjo ADEDZE, cette initiative des trois structures est louable. Ce grand projet de rénovation de l'hôpital de Tabligbo relève de la responsabilité sociétale des entreprises (RSE). Il a par ailleurs invité les autres entreprises à leur emboiter le pas. Selon le ministre en charge de l'environnement et des ressources forestières, Koli Bazi Katari, cette sortie s'inscrit dans le cadre du respect des normes environnementales dans les entreprises. Les plantations et les projets d'énergies renouvelables montrent à suffisance que SCANTOGO met la protection de l'environnement au cœur des priorités. Il a lancé un appel aux autres opérateurs économiques à faire de même. « Ici, comme dans toute entreprise de production de ciment, il y a, non seulement une grande pollution en termes de gaz qui est déversé dans la nature, mais aussi, on essaie de dessoucher les arbres avant d'exploiter les carrières. Nous nous sommes rassurés que les dispositions sont prises à SCANTOGO pour que les gaz déversés dans l'air soient séquestrés par les arbres qui sont plantés et les nouvelles technologies utilisées respectent les conditions de protection de l'environnement. Nous avons constaté

avec satisfaction qu'ils sont en train de développer des énergies basées sur la photovoltaïque. Ce qui veut dire que l'utilisation du pétrole sera réduite et surtout que toutes les conditions de sécurité sont réunies dans l'intérêt des agents de la société » a indiqué Foli Bazi Katari. « Nous sommes heureux de constater qu'il y a une forte synergie entre ce que fait SCANTOGO et la vision du gouvernement de mettre en terre un milliard de plants à l'horizon 2025 » a déclaré Kodjo ADEDZE, ministre en charge du commerce. SCANTOGO s'inscrit dans la logique du gouvernement d'augmenter la couverture forestière d'ici à 2025. Ainsi depuis son installation jusqu'à ce jour, 217 000 plants ont été produits pour reboiser près de 182 hectares dont 56 ha par l'usine et 126 ha par les communautés avec l'appui de SCANTOGO sur des terres restaurées après l'extraction du minerai. Ce qui a valu le renouvellement du certificat de conformité environnemental à cette société. Selon le Directeur général de SCANTOGO, Eric GOLIGNAC, ce certificat de conformité environnemental est un élément d'appréciation sur les performances environnementales de sa société.

« Je tiens à remercier les ministres qui, lors de leur visite, ont apprécié la part de SCANTOGO. Cette visite nous montre

un signe de soutien indéfectible à notre lourde activité industrielle qui aujourd'hui doit affronter des défis par rapport au contexte mondial. Ces défis sont à plusieurs niveaux. Sur l'aspect énergétique, nous sommes confrontés à

une hausse extrêmement importante des combustibles hydrocarbures, en particulier le charbon. On a souligné l'importance du développement de la biomasse au Togo qui permettrait de continuer à rendre encore plus compétitive

l'industrie SCAN Togo », a laissé entendre Eric GOLIGNAC. Les deux ministres ont immortalisé leur passage en mettant en terre sur le site de SCANTOGO un plant chacun.

Education**Togocom Offre 13 000 Articles Scolaires Aux Élèves**

En vue d'apporter un soutien aux acteurs du développement éducatif au Togo et de permettre aux élèves de pouvoir étudier en toute quiétude, le Groupe Togocom a procédé à une remise de 13 000 articles scolaires aux élèves des Écoles Primaires Publiques de Kinzi (Kara), Koloware (Sokodé), Agbandi-Zongo (Bitta) et Amavénou (Kpalimé).

● SALLAH Patience



Ce geste a été également étendu à l'Agence de Solidarité Nationale désignée par le Ministère de l'Action Sociale pour le bénéfice des élèves vulnérables sur toute l'étendue du territoire national. Ce don est la suite des actions similaires menées en 2021 et répond aux objectifs du programme « Nunya Togocom ». L'achat des fournitures scolaires occasionne des dépenses parfois difficiles à supporter pour les parents d'élèves en milieu défavorisé. Conscient de cette réalité, le Groupe Togocom dans le cadre de son engagement sociétal, a initié depuis l'année dernière, une série d'actions en vue de favoriser l'accès à l'éducation des populations défavorisées. Pour cette rentrée scolaire 2022-2023 chaque élève bénéficiaire a reçu un kit composé de sacs à dos, cahiers, ensembles géométriques, paquets de craies, ardoises, stylos, crayons de couleurs.

A en croire Tarik Bouadiaf, Directeur Général par intérim du Groupe Togocom, les programmes sociaux de Togocom sont conçus pour répondre aux besoins réels des populations ciblées. Les articles scolaires remis à l'Agence de Solidarité Nationale seront distribués dans les 05 régions du Togo. « Je tiens à remercier cette agence qui a pris soin de nous faire un rapport de la même activité réalisée l'année dernière. Aussi, les 240 élèves bénéficiaires des dons dans les Écoles Primaires Publiques de Kinzi Koloware Agbandi Zongo et Amavénou, ont pu rencontrer la Directrice des Ressources Humaines de Togocom Anoko Lawson et son équipe en charge de la RSE, leur qui leur ont remis leurs kits scolaires en mains propres » a-t-il indiqué. Et de préciser que « Pour Togocom, l'essentiel n'est pas de faire des dons mais de s'assu-

rer que ces dons arrivent aux bénéficiaires. Notre politique RSE vise à être dans le concret et à impacter réellement les populations ». Lancé en mars 2021, le programme « Nunya Togocom » a pour objectif l'amélioration de l'environnement éducatif dans les zones enclavées où les enfants ont un accès limité ou inexistant à des infrastructures scolaires de base. Il est dédié au développement d'une éducation accessible à tous et participe à la stratégie gouvernementale, en matière d'éducation, définie pour la période 2014-2025. Dans ce sens, deux écoles ont déjà bénéficié de ce programme. Il s'agit des EPP de Madjikipéto (Banlieue de Lomé) et de Toutougou (Dapaong) qui en plus d'avoir reçu des kits scolaires pour leurs élèves, ont bénéficié de la construction de salles de classe, de bureaux, de blocs sanitaires et de forage.

BRVM 10 158,20

Variation Jour ↓ -0,10 %

Variation annuelle ↑ 3,06 %



BULLETIN OFFICIEL DE LA COTE

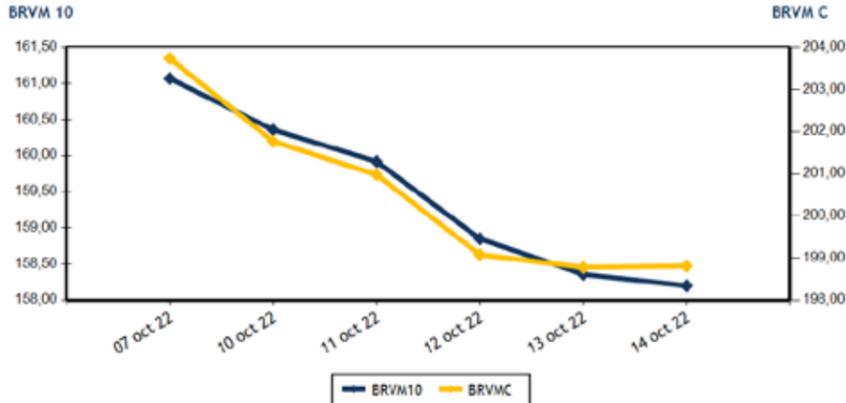
N° 198 vendredi 14 octobre 2022 Site : www.brvm.org

BRVM Composite 198,81

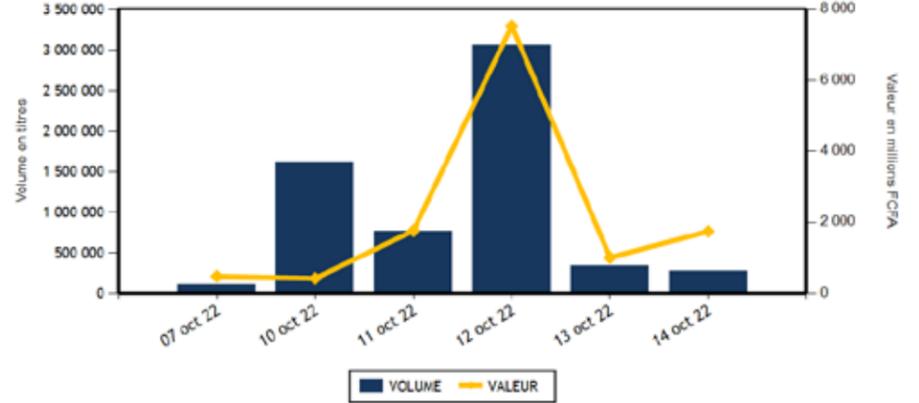
Variation Jour ↑ 0,02 %

Variation annuelle ↓ -1,72 %

Evolution des indices



Volumes et valeurs transigés



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	5 984 134 690 281	0,01 %
Volume échangé (Actions & Droits)	140 669	-53,23 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	382 997 787	-33,95 %
Nombre de titres transigés	42	5,00 %
Nombre de titres en hausse	13	62,50 %
Nombre de titres en baisse	14	-30,00 %
Nombre de titres inchangés	15	25,00 %

Obligations	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)	8 631 868 303 510	0,16 %
Volume échangé	129 697	204,60 %
Valeur transigée (FCFA)	1 363 242 361	218,55 %
Nombre de titres transigés	12	71,43 %
Nombre de titres en hausse	3	-25,00 %
Nombre de titres en baisse	0	-100,00 %
Nombre de titres inchangés	9	350,00 %

PLUS FORTES HAUSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
BOLLORE (SDSC)	1 600	6,67 %	-37,74 %
CIE CI (CIEC)	2 100	5,00 %	10,82 %
SODE CI (SDCC)	5 400	3,85 %	25,73 %
VIVO ENERGY CI (SHEC)	860	2,38 %	0,00 %
ORAGROUP TOGO (ORGT)	3 330	2,30 %	-20,53 %

PLUS FORTES BAISES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
SICOR CI (SICC)	6 010	-7,47 %	17,38 %
TOTAL SN (TTLS)	2 250	-5,86 %	13,92 %
TOTAL CI (TTLC)	2 300	-2,13 %	9,52 %
PALM CI (PALC)	9 790	-2,00 %	40,06 %
SOCIETE GENERALE COTE D'IVOIRE (SGBC)	12 800	-1,16 %	20,81 %

INDICES SECTORIELS

Base = 100 au 14 juin 1999	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - INDUSTRIE	11	103,26	0,04 %	-6,22 %	7 590	35 921 495	26,54
BRVM - SERVICES PUBLICS	4	459,95	0,22 %	2,47 %	7 306	100 422 055	9,12
BRVM - FINANCES	15	74,30	0,11 %	-3,67 %	100 698	114 063 752	7,19
BRVM - TRANSPORT	2	390,63	6,51 %	-37,21 %	10 228	15 300 010	6,25
BRVM - AGRICULTURE	5	284,65	-0,77 %	16,99 %	11 903	113 625 605	5,54
BRVM - DISTRIBUTION	7	384,38	-1,57 %	-5,66 %	2 784	3 472 870	28,33
BRVM - AUTRES SECTEURS	1	1 480,66	0,00 %	64,38 %	160	192 000	14,41
BRVM - PETITES CAPITALISATIONS	-	-	-	-	-	-	-

Indicateurs	1er et 2è Comp.	BRVM PC
PER moyen du marché	7,96	
Taux de rendement moyen du marché	7,38	
Taux de rentabilité moyen du marché	8,16	
Nombre de sociétés cotées	45	
Nombre de lignes obligataires	107	
Volume moyen annuel par séance	1 079 417,00	
Valeur moyenne annuelle par séance	2 013 787 446,09	

Indicateurs	1er et 2è Comp.	BRVM PC
Ratio moyen de liquidité	9,18	
Ratio moyen de satisfaction	6,29	
Ratio moyen de tendance	68,47	
Ratio moyen de couverture	146,05	
Taux de rotation moyen du marché	0,01	
Prime de risque du marché	6,67	
Nombre de SGI participantes	26	

Définitions

Volume moyen annuel par séance = Volume annuel échangé / nombre de séances
 Valeur moyenne annuelle par séance = Valeur annuelle échangée / nombre de séances
 Ratio moyen de liquidité = Moyenne des ratios de liquidité (Titres échangés / Volume des ordres de vente)
 Ratio moyen de satisfaction = Moyenne des ratios de satisfaction (Titres échangés / Volume des ordres d'achat)
 Ratio moyen de tendance = Moyenne des ratios de tendance (Volume des ordres d'achat / Volume des ordres de vente)
 Ratio moyen de couverture = Moyenne des ratios de couverture (Volume des ordres de vente / Volume des ordres d'achat)

Taux moyen de rotation = moyenne des taux de rotation des actions cotées (volume transigé/capi flottante)
 PER moyen du marché = moyenne des PER des actions cotées ayant un PER positif
 Taux de rendement moyen = moyenne des taux de rendement des actions cotées ayant distribué un dividende
 Taux de rentabilité moyen = moyenne des taux de rentabilité des actions cotées
 Prime de risque du marché = (1 / le PER moyen du marché) - le taux de référence actuel des emprunts d'Etat



Solutions technologiques d'imagerie

CANON présente sa gamme de produits sans miroir équipés en Côte d'Ivoire

Canon Afrique du Nord et Centrale a honoré l'étape de la Côte d'Ivoire le lundi 4 octobre 2022 du Canon R Tour, en ligne avec sa vision de proposer en Afrique les dernières solutions technologiques d'imagerie. Les professionnels de l'imagerie ou les réseaux de commercialisation ont pu découvrir, au cours de différentes rencontres initiées à l'hôtel Ivoire, la toute nouvelle gamme de produits de pointe du système EOS R, dont les EOS R3, EOS R5 C, EOS R7 et le EOS R10. Les appareils EOS R3 offrent à l'utilisateur la vitesse et la prise en main familière de la fameuse Série EOS-1 couplées à l'innovation et à la polyvalence du système innovant EOS R.



«La nouvelle gamme de produits Canon étend le champ du possible. Elle rend la vie plus simple pour les créatifs des quatre coins de la planète, d'une simple pression sur un bouton. Aujourd'hui, les créateurs en Côte d'Ivoire pourront également faire partie du mouvement. Ces appareils et objectifs primés apportent leur pierre à une meilleure expérience de

narration et c'est exactement ce dont a besoin l'Afrique pour rivaliser à l'échelle mondiale dans cet espace de création de contenu si compétitif,» a déclaré M. Amine Djouahra, Directeur des ventes et du marketing, Canon Afrique Centrale et du Nord. Lors des échanges, le débat a porté sur les raisons pour lesquelles la technologie sans miroir est en train de dominer

le monde de la photographie ainsi que sur la nécessité croissante de passer du reflex numérique au sans miroir. Les experts de CANON ont également abordé la croissance du secteur de la création de contenu, à l'échelle mondiale et en Afrique. Ensuite, divers stands d'expérimentation s'adressant à différents besoins et types de publics ont pris le relais et ont permis de

mieux expliquer toutes les capacités et les possibilités qu'offre le système R. Certains stands ont offert une expérience palpitante aux documentaristes et réalisateurs cinématographiques, en simulant un documentaire sur la cuisine, tandis que les amateurs de photographie d'action et de sport pouvaient expérimenter diverses techniques mettant en valeur une performance aérienne pleine d'adrénaline. De plus, les participants ont pu recevoir des conseils au stand de nettoyage et de vérification. Dans le sillage du premier sommet des créateurs qui s'est tenu en marge du R Tour au Nigeria, les photographes Canon sont entrés en scène et ont distillé aux participants conseils et astuces afin de tirer le meilleur parti de ces caméras et objectifs de

pointe. Une table ronde a même été consacrée à des échanges sur l'importance d'une création de contenu de qualité et les possibilités qu'elle offre pour développer différents secteurs. Ramez Aoude a ainsi partagé ses ficelles pour exceller dans la création de contenu de mode avec les participants qui ont pu par la suite tester leurs compétences lors d'un atelier pratique. Le Canon R-tour est un événement démontrant que les équipements de pointe et les bons outils peuvent contribuer au développement de ce secteur et au perfectionnement des jeunes créateurs de contenu. Outre les technologies d'imagerie photo-vidéo mises à l'honneur lors du R-tour, la tournée a également été l'occasion de présenter une variété de solutions d'impression

de qualité, mettant ainsi en valeur les solutions complètes d'entrée/sortie qu'offre la marque. L'événement a été aussi l'occasion de présenter les solutions d'impression adéquates à un marché vertical important : celui des centres de photocopies qui cherchent à ajouter de la valeur au travail qu'ils effectuent pour les universités, les écoles et les PME du pays, et ce, en détaillant le paysage de l'impression et en les aidant à identifier les bonnes solutions d'impression rentables pour leurs entreprises, pouvant gérer toutes les demandes d'impression, des plus petites jusqu'à l'impression grand format. Minutes Eco

Nigéria

La raffinerie de Dangote est achevée à 97 % selon le NMDPRA

La raffinerie Dangote de 650 000 barils par jour à Lagos est maintenant achevée à 97%, a déclaré hier l'Autorité nigérienne de réglementation du pétrole intermédiaire et en aval (NMDPRA).

Le directeur général du NMDPRA, M. Farouk Ahmed, l'a déclaré lorsque des représentants de la raffinerie lui ont rendu visite dans son bureau à Abuja pour présenter le plan de travail de l'installation pour 2022/2023. Le complexe intégré de raffinerie et de pétrochimie dans la zone franche de Lekki près de Lagos, au Nigeria, devrait être la plus grande installation à train unique au monde, lors de sa mise en service. D'un coût estimé à environ 20 milliards de dollars, la raffinerie produira de l'essence et du diesel de qualité Euro-V, ainsi que du carburateur et du

polypropylène et générera probablement 4 000 emplois directs et 145 000 emplois indirects. La nouvelle raffinerie doublera la capacité de raffinage du Nigeria et contribuera à répondre à la demande croissante de carburants, tout en permettant des économies de coûts et de devises. On estime qu'elle a une capacité de raffinage annuelle de 10,4 millions de tonnes d'essence. « Aujourd'hui, des représentants de la raffinerie et de la pétrochimie de Dangote ont présenté leur plan de travail 2022/2023 à l'Autorité, qui a montré que le projet de raffinerie est estimé à 97 % d'achèvement. «Dangote Oil Refinery

est un projet de raffinerie intégrée de 650 000 barils par jour en cours de construction dans la zone de libre-échange de Lekki, à Lagos. On s'attend à ce que ce soit la plus grande raffinerie de pétrole d'Afrique et la plus grande installation à train unique au monde », a déclaré le NMDPRA dans un communiqué. Le directeur général de l'Autorité, Ahmed, a réitéré l'importance de la raffinerie de Dangote pour le pays tout en assurant que l'Autorité apportera tout le soutien nécessaire pour assurer l'achèvement en temps voulu et le démarrage des opérations. En outre, il y a des indications que la pénurie

d'essence qui a secoué Abuja, la capitale du Nigeria et ses environs pourrait bientôt s'atténuer alors que la Nigerian National Petroleum Company Limited (NNPC) a révélé hier que 149 pétroliers du produit sont arrivés dans les environs de la capitale fédérale. Le directeur exécutif, en aval de la NNPC, M. Adeyemi Adetunji, qui s'est exprimé à Abuja, a expliqué que l'eau qui avait subsumé la route de liaison entre le sud et le nord à Kogi avait commencé à reculer. « Nous sommes heureux d'informer le grand public que davantage de camions de produits pétroliers ont commencé à

arriver à Abuja et dans d'autres destinations, car l'inondation qui avait auparavant limité la circulation des camions le long de Lokoja a reculé. » Adeyemi Adetunji « En outre, le ministère fédéral des Travaux publics et du Logement est également intervenu avec la réhabilitation de 19 tronçons de la route endommagée de Bida. Hier, 11 octobre 2022, 146 pétroliers sont arrivés au dépôt de Bida pour être expédiés à Abuja et dans les environs. « Des camions ont continué d'arriver au dépôt de Suleja pour être expédiés jusqu'à aujourd'hui. La livraison dans d'autres parties du pays se poursuit éga-

lement avec le mouvement des véhicules vers le nord », a-t-il déclaré. En outre, le NMDPRA et la NNPC Limited, a-t-il noté, ont autorisé la redoute des camions transportant des produits pétroliers des axes Warri et Oghara via Port Harcourt et Makurdi vers Abuja et d'autres parties du nord. « La NNPC aimerait assurer au grand public qu'elle a suffisamment de produits pétroliers en stock et qu'il n'y a pas lieu de paniquer. Nous travaillons également au retour à la normale », a déclaré la compagnie pétrolière nationale.

Or noir Africa

Assurance Maladie

L'INAM et la CANAM du Mali partagent leur expérience

Une délégation de la Caisse Nationale d'Assurance Maladie (CANAM) du Mali a effectué le 19 septembre dernier une visite de travail à l'Institut National d'Assurance Maladie (INAM).

● SALLAH Patience



Conduite par son Directeur Général, le médecin général Boubacar Dembélé, cette délégation a échangé avec le staff de l'INAM sur plusieurs sujets et problématiques relevant de la gestion de l'assurance maladie. Le Système d'information, la lutte contre la fraude, la délégation de

mission aux autres acteurs de la protection sociale dans un contexte de la couverture maladie universelle etc. sont les principaux sujets sur lesquels les deux parties ont planché. Les échanges ont permis à l'INAM et la CANAM de partager les expériences notamment les succès enregistrés et les difficultés rencontrées dans la mise en œuvre de l'assurance maladie au Togo et au Mali. Les défis majeurs et les

facteurs de succès pour une assurance maladie universelle efficace ont également fait l'objet de partages. Une attention particulière a été accordée à la problématique de digitalisation des processus et la qualité de l'offre de soins. Le Directeur général de l'INAM, Myriam DOSSOU d'ALMEIDA et son collègue du Mali ont exprimé leur satisfaction pour cette initiative et émis le vœu de poursuivre la

coopération entre les deux organismes pour la réussite de l'assurance maladie universelle au Togo et au Mali. Il faut noter que cette séance de travail a été facilitée par la Conférence Inter africaine de la Prévoyance Sociale (CIPRES), un organisme de contrôle et d'appui technique aux Caisses Africaines de Prévoyance Sociale qui regroupe 17 pays dont le Togo et le Mali.

Tribune

« Nous ne pouvons pas laisser la faim croissante en Afrique être notre héritage », dixit d'Abebe Haile-Gabriel

La Journée mondiale de l'alimentation met en lumière la crise de la faim en Afrique. Article d'opinion d'Abebe Haile-Gabriel, Sous-Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture et Représentant régional pour l'Afrique.



Alors que nous célébrons la Journée mondiale de l'alimentation le 16 octobre, une personne sur cinq souffre de la faim en Afrique. Plus d'un milliard d'Africains n'ont pas les moyens d'avoir une alimentation saine. L'Afrique recule dans ses efforts pour mettre fin à la faim, à l'insécurité alimentaire et à la malnutrition. Cette situation n'est pas durable. Le dernier rapport sur l'état de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde, co-écrit par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), montre que l'Afrique supporte le plus lourd fardeau de la faim par rapport aux autres régions. Environ 278 millions de per-

sonnes en Afrique seront confrontées à la faim en 2021. Cela représente une augmentation de 46 millions de personnes par rapport à la situation pré COVID en 2019. En plus de la pandémie, nous sommes confrontés à des chocs multiples et superposés et à des crises prolongées en Afrique qui font augmenter la faim. Les extrêmes climatiques continuent d'avoir de graves répercussions sur les économies et les moyens de subsistance, comme la sécheresse dans la Corne de l'Afrique et au Sahel. Les conflits et les guerres continuent de faire des ravages sur la vie et les moyens de subsistance de millions de personnes et sur les économies nationales. Le

coût de la vie augmente. Nous ne sommes plus qu'à huit ans de l'échéance de 2030 pour atteindre les objectifs de développement durable. Ou seulement huit récoltes annuelles. Selon les projections de la FAO, plus de 670 millions de personnes souffriront de la faim dans le monde d'ici 2030. Il s'agit de la même prévalence que lors du lancement de l'Agenda 2030 en 2015. Trois cent dix millions de personnes sur ce total se trouveront en Afrique. Nous ne pouvons pas laisser cela être notre héritage. Nous devons faire plus et maintenant pour inverser la tendance de la faim. La bonne nouvelle est que nous avons des solutions qui fonctionnent.

Une solution est en cours dans le nord-est du Nigeria, que j'ai eu l'occasion de visiter au début du mois et où des crises multiples et superposées ont frappé la sécurité alimentaire et les moyens de subsistance. Là-bas, la FAO collabore avec les communautés vulnérables, le gouvernement et les partenaires pour protéger et promouvoir les moyens de subsistance basés sur l'agriculture. Les preuves montrent qu'un paquet de soutien composé de semences et d'engrais coûtant 88 USD sur moins d'un hectare de terre (0,8ha) a donné 918 kg de niébé et de maïs, ce qui est suffisant pour nourrir un ménage moyen de 7 personnes pendant 6 mois. Ils'agit d'un retour sur investissement stupéfiant. Des kits similaires sont fournis pour la production de légumes et le bétail. Ces kits sont également utilisés dans d'autres pays, comme le Sud-Soudan. Il ne s'agit pas d'aumônes, mais d'investissements qui rapportent réellement en termes de meilleure production,

de meilleure nutrition, d'un meilleur environnement et d'une meilleure vie, sans laisser personne de côté. Ces Four Betters sont les principes fondamentaux du travail de la FAO. Travailler ensemble Il n'est pas possible d'éliminer la faim tout seul. Nous devons travailler ensemble pour mettre à l'échelle des moyens de subsistance innovants basés sur l'agriculture et des solutions permettant de sauver des vies. En effet, l'Afrique pourrait être un leader mondial dans le domaine de l'agriculture et de l'agrobusiness. Selon les données du projet Africa Open D.E.A.L (Open Data on Environment, Agriculture and Land) de la FAO, l'Afrique possède plus du double de la superficie des terres cultivées par rapport à l'Union européenne. Nous disposons également d'un énorme potentiel chez nos jeunes qui peuvent devenir les prochains entrepreneurs et leaders de l'agrobusiness s'ils bénéficient des bonnes opportunités. La FAO recommande un

certain nombre de mesures à prendre dès maintenant pour lutter contre la faim croissante en Afrique, comme la réaffectation des ressources pour encourager la production et la consommation durables d'aliments nutritifs, l'augmentation de l'efficacité de l'utilisation des intrants agricoles, y compris les engrais, et la réduction des pertes et des déchets alimentaires tout au long de la chaîne d'approvisionnement alimentaire. Les pays africains doivent utiliser la zone de libre-échange continentale africaine pour renforcer la capacité de production et le commerce, et adopter la science et l'innovation pour stimuler la transformation des systèmes agroalimentaires, notamment en améliorant plus intentionnellement les modèles commerciaux, les mécanismes de financement et les partenariats. Le temps presse, et nous devons passer à une action accélérée. Nous ne pouvons pas permettre à l'Afrique de sombrer davantage dans la faim sous nos yeux.



**LIVRAISON
POSSIBLE** 



+228 96 29 06 75
+228 92 96 47 96

